



## L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2013

### Une évolution économique mieux orientée

Le bilan de l'année 2013 marque le retour à une orientation positive des principaux indicateurs économiques de l'archipel, contrairement à 2012 qui avait mis en évidence une situation plus contrastée. La tendance globalement favorable qui se dégage repose principalement sur une inflation plus contenue que l'année précédente, et une reprise du marché du travail, qui ont contribué au redressement de la consommation des ménages, et ont favorisé l'investissement des entreprises. Toutefois, ces évolutions encourageantes ne permettent pas d'occulter le constat sectoriel qui demeure mitigé, notamment concernant la commande publique, en forte contraction, la pêche, qui reste confrontée à ses difficultés structurelles, ou encore le tourisme qui affiche des résultats en baisse.

### UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE FAVORABLEMENT ORIENTÉE

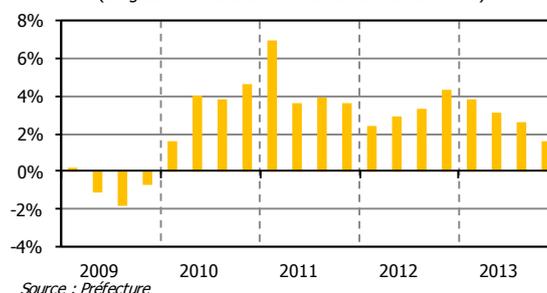
#### Ralentissement de la hausse des prix

L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,6 % en glissement annuel, soit une hausse nettement moins soutenue qu'en 2012 (+4,4 %), laquelle avait été marquée par une forte progression des prix de l'énergie. Son évolution en 2013 est portée principalement par la hausse des prix des produits alimentaires (+2,7 %) et des produits manufacturés (+1,4 %).

Cette décélération du rythme de croissance des prix à la consommation, qui s'est effectuée dans un contexte d'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien, s'explique à la fois par la hausse plus contenue qu'en 2012 des prix des produits manufacturés (+1,4 %) et par la stabilisation des prix de l'énergie (moyenne de +0,8 %, dont -4,9 % pour le fioul, +7,3 % pour l'électricité et le gaz et des prix inchangés pour le carburant).

Cependant, l'ensemble des prix continue à augmenter plus rapidement que pour la France entière (+0,9 % en glissement annuel).

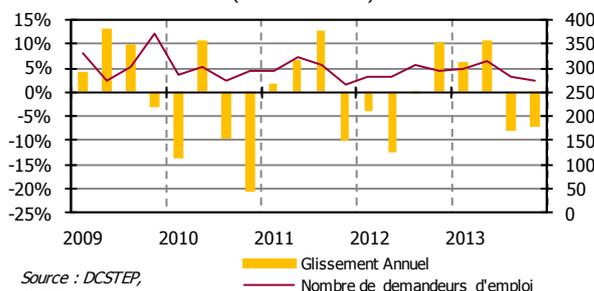
**Indice des prix à la consommation**  
(en glissement annuel des données trimestrielles)



Source : Préfecture

#### Évolution favorable de l'emploi

**Demandeurs d'emploi - DEFM A**  
(en données CVS)



Source : DCSTEP, CVS Iedom

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM de catégorie A), s'inscrit en baisse en 2013 (-8,8 %), contrairement à l'année précédente où il enregistrait une sensible hausse (+6,5 %). Il s'élève à la fin de l'année 2013 à 269 personnes (DEFM A).

Les secteurs les plus représentés chez les demandeurs d'emploi sont toujours le BTP (21 %), et les services à l'entreprise (17%). Les demandeurs d'emploi présentent pour près de la moitié d'entre eux (45 %) un niveau de formation équivalent à un diplôme de niveau V (CAP, BEP). Parallèlement, le nombre de nouvelles offres d'emploi augmente et vient s'établir à 261 (contre 184 en 2012), celles-ci ayant été satisfaites à 72 %.

## Rebond de la consommation des ménages

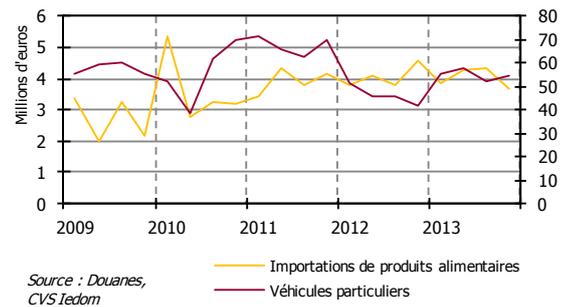
Après avoir marqué le pas en 2012, la consommation des ménages affiche un rebond en 2013. Les importations de produits manufacturés progressent fortement (+43 %) et se chiffrent à 49 millions d'euros en 2013 contre 34 millions en 2012, tandis que les importations de produits alimentaires se tassent (-0,7 %) après avoir connu une légère hausse de 3,5 % l'an passé, pour se fixer à 16 millions d'euros.

Les immatriculations de véhicules de tourisme s'inscrivent également en hausse (+18 %, soit 219 véhicules en 2013, contre 185 en 2012).

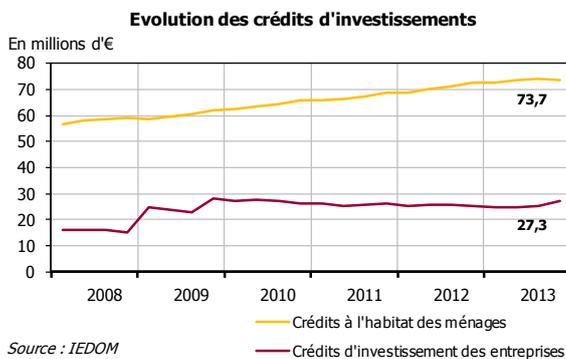
Les crédits à la consommation des ménages affichent, pour leur part, un rythme de croissance plus soutenu qu'en 2012 (+10,2 % sur un an, contre +7,5 %).

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages, qui demeurent à des niveaux relativement bas, s'améliorent par rapport à l'année précédente. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire diminue de 41 % (10 à fin 2013 contre 15 à fin 2012), tout comme le nombre de décisions de retrait de cartes bancaires qui baisse de moitié (16 en 2013 contre 34 en 2012). Un seul incident de paiement sur chèque a été recensé en 2013.

## Importations des biens destinés aux ménages (en données CVS)



## Orientation à la hausse de l'investissement



Les encours de crédits d'investissement accordés aux entreprises, qui ont connu un léger repli en 2012, repartent à la hausse (+7,4 %) et s'élèvent à 27,3 millions en 2013, soit leur plus haut niveau d'encours depuis 2010.

Les importations de produits bruts poursuivent leur progression (+12 %) à un rythme toutefois moins soutenu qu'au cours des années précédentes (+27,8 % en 2012 et +13,6 % en 2011). Elles atteignent environ 8 millions d'euros.

Les importations de véhicules utilitaires connaissent la même évolution, et s'accroissent de 22 % (soit 95 véhicules), retrouvant ainsi un niveau proche de celui enregistré en 2011 (116 véhicules).

L'encours des crédits à l'habitat des ménages, qui avait déjà atteint un pic en 2012, se maintient à un niveau légèrement supérieur en 2013 (+1,9 %), s'établissant à 73,7 millions d'euros.

## Des échanges commerciaux en croissance

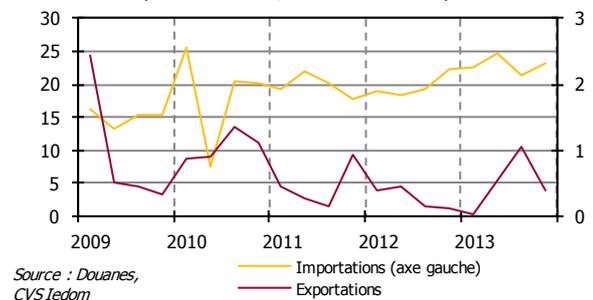
Les importations augmentent significativement (+18 %), contrairement à l'année précédente, qui marquait plutôt une stabilité.

Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des importations de produits manufacturés (+43 %), liée à d'importantes livraisons d'équipements (turbine, moteur) de la nouvelle centrale électrique. La progression des importations de produits bruts (+11,4 %) contribue également à cette évolution. Les importations de produits alimentaires et produits pétroliers s'inscrivent, pour leur part, en baisse (respectivement -0,7 % et 5,7 %).

Le montant des exportations affiche une forte croissance en 2013 (+70 %). Celle-ci est le fruit de ventes exceptionnelles de métaux de recyclage à destination de l'Europe.

La combinaison de ces évolutions se traduit par une nouvelle dégradation de la balance commerciale, dont le déficit est porté de 78 millions d'euros à 91 millions d'euros.

## Échanges commerciaux (en données CVS, en millions d'euros)

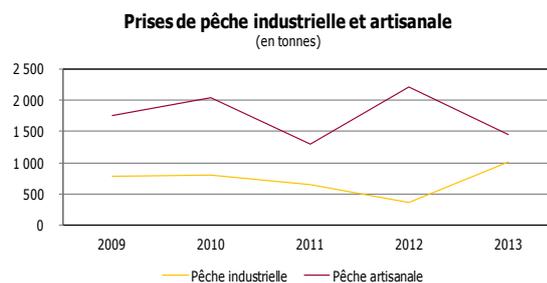


# LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

## Bilan contrasté de l'activité halieutique

Avec moins de 1 500 tonnes prélevées depuis le début de la saison (avril 2013), le volume des prises de la pêche artisanale a diminué de 34 % par rapport à la campagne de l'année passée. Ces performances en baisse résultent à la fois de conditions météorologiques plus défavorables qu'à l'accoutumée, et des difficultés d'écoulement du concombre de mer dans les usines canadiennes.

Les prises de la pêche industrielle enregistrées sur cette période ont quant à elles été multipliées par 1,5 et s'élèvent à 1 114 tonnes. Cette évolution doit toutefois être mise en parallèle avec une activité qui avait été exceptionnellement basse l'année précédente du fait de l'immobilisation pour problèmes techniques de l'un des trois principaux navires de pêche industrielle.

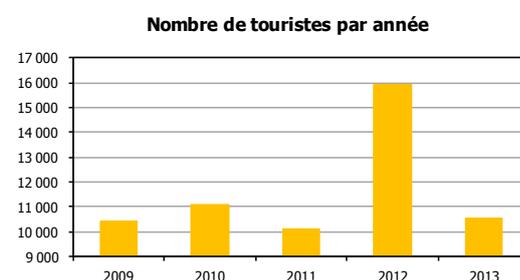


## Diminution de la fréquentation touristique

Environ 11 700 touristes sont entrés dans l'archipel en 2013, marquant un important repli par rapport à l'année précédente (-32 %).

Ce constat peut toutefois être nuancé. En effet, ce repli s'explique davantage par le recul du nombre d'escales de navires de croisières (2 060 voyageurs croisiéristes en 2013 contre 5686 en 2012), exceptionnellement élevé en 2012, que par la diminution des entrées traditionnelles sur le territoire.

Les Canadiens représentent toujours la majorité des touristes (63 %) sur l'archipel, suivis des Français (15 %) et des Américains (12 %). Le moyen d'accès privilégié par les touristes pour se rendre sur le territoire reste la voie maritime (71 %).

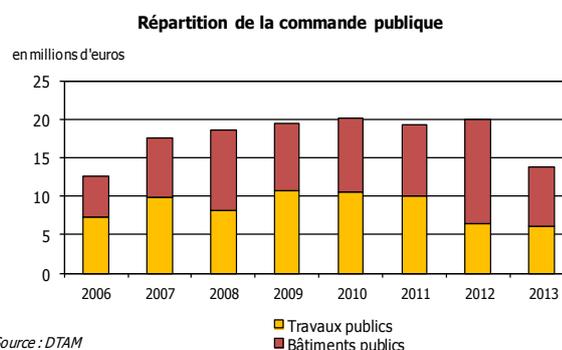


Source : Police aux frontières

## Contraction de la commande publique

En 2013, la commande publique s'inscrit nettement en recul, atteignant son plus bas niveau depuis 2007. Ainsi, les travaux réalisés diminuent de 30,8 % en 2013 et s'établissent à 13,8 millions d'euros. Ils restent principalement orientés vers le bâtiment (68 %), bien que cette activité diminue presque de moitié par rapport à l'année précédente (7,84 millions d'euros en 2013 contre 13,56 millions en 2012), les travaux publics, demeurant, pour leur part, assez stables (5,96 millions d'euros en 2013 contre 6,38 millions en 2012).

Cette diminution s'explique, notamment, par certains importants chantiers qui arrivent à leur phase d'achèvement, tels que le nouvel hôpital ou la centrale EDF, lesquels avaient mobilisé en 2012 respectivement 3,47 millions d'euros et 6,1 millions d'euros de travaux.



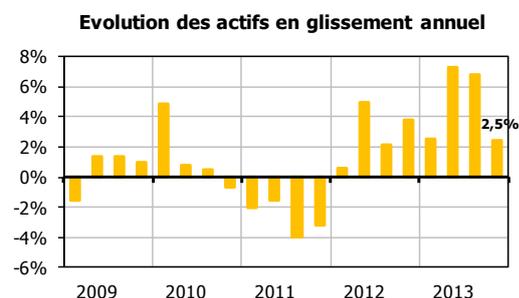
Source : DTAM

# UNE ACTIVITÉ BANCAIRE ET FINANCIÈRE EN LÉGÈRE PROGRESSION

## Hausse des actifs financiers

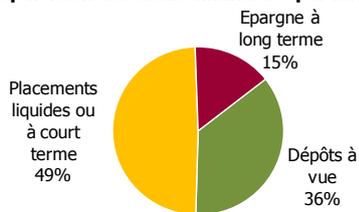
Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel progresse de 2,5 % en 2013, pour atteindre 214,8 millions d'euros, soit leur plus haut niveau en fin d'année depuis 2009.

Cette évolution à la hausse, moins marquée qu'en 2012 (+3,8 %), résulte principalement du dynamisme des dépôts à vue (+4,7 %), mais également de la croissance des placements liquides ou à court terme (+2,5%) qui représentent près de la moitié de l'ensemble des actifs. L'épargne à long terme, après avoir profité de la hausse des encours des plans d'épargne logement l'an passé, marque le pas en 2013 (-2,6 %).



Source : IEDOM

### Répartition des actifs financiers par nature



Source : SURFI

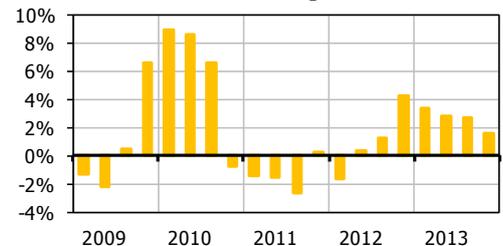
Les actifs sont détenus à 75 % par les ménages, principalement sous forme de placements liquides ou à court terme (67 % des actifs des ménages).

Comme l'année précédente, les ménages ont de nouveau fait le choix des placements sécurisés ou à fiscalité favorable. Cette tendance se reflète à travers la baisse des montants investis dans les placements indexés sur les taux du marché (-8,4 %), au profit des comptes d'épargne à régime spécial (+3,3 %), des plans d'épargne logement (+37,9 %) et des contrats d'assurance-vie (+9,4 %).

## Timide progression des encours de crédits

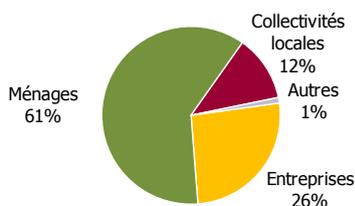
Les concours bruts accordés par l'ensemble des établissements de crédit enregistrent une hausse de 1,7 % en 2013, moins prononcée que celle constatée en 2012 (+4,3 %). Les encours sains évoluent de manière légèrement plus significative (+2,3 %), mettant ainsi en évidence une amélioration de la qualité des risques. En effet, le taux de créances douteuses passe en dessous du seuil de 5 % (4,7 %), qui n'avait encore jamais été atteint au cours des dix dernières années.

### Evolution des encours en glissement annuel



Source : IEDOM

### Répartition des encours par agent



Source : SURFI

Les crédits accordés aux ménages progressent de 3,3 % en 2013, stimulés par la croissance des crédits à la consommation (+10,2 %), et dans une moindre mesure par la hausse des encours de crédits à l'habitat (+1,9 %). Ils représentent ainsi 61 % des encours octroyés pour un montant total de 90 millions d'euros. Les financements octroyés aux entreprises sont également en hausse de 4,3 %, tirés principalement par le dynamisme des crédits immobiliers, et l'augmentation des encours de crédits d'investissement (+7,4 %). Avec un montant total de 38 millions d'euros, leur part dans l'ensemble des encours de crédit reste stable (26 %).

Les crédits en faveur des collectivités locales, après avoir connu une progression en 2012 (+12,7%), se contractent de 8,6 % et se chiffrent à 18,5 millions d'euros, voyant ainsi leur part dans le total des encours se réduire (12% en 2013 contre 14 % en 2012).

La répartition sectorielle des encours de crédits ne varie pas par rapport à l'année précédente. Les encours restent en majorité concentrés sur quelques secteurs d'activité : l'administration publique (20 %), la construction (18 %), les activités immobilières (16 %) et le commerce (12 %). Toutefois, ces secteurs ne connaissent pas tous la même évolution. Seules les activités immobilières (+29 %) et la construction (+3,3 %) voient leurs encours progresser, l'administration publique et le commerce s'inscrivant, pour leur part, en retrait (respectivement -8,4 % et -2,6 %).

## PERSPECTIVES POUR 2014

L'amorce de reprise économique qui s'est dégagée au cours de cette année ne permet pas encore d'établir de projections pour le futur, la trajectoire économique du territoire n'étant toujours pas soutenue par des facteurs structurels. En effet, malgré un contexte régional en pleine mutation, tiré par une forte croissance dans les provinces canadiennes voisines, l'archipel, en 2013 comme au cours des dernières années, n'a pas opéré de changement profond dans son modèle de développement économique, qui reste toujours très dépendant de la commande publique et de la consommation des ménages.

Toutefois, de nombreuses initiatives, encore à l'état de projet, pourraient, si elles se concrétisent, contribuer à engager une nouvelle dynamique économique et un repositionnement stratégique. Il s'agit principalement de grands projets structurants comme celui concernant le câble numérique, pour lequel le gouvernement a confirmé en 2013 l'octroi d'une subvention de 5 millions d'euros, ou encore celui du grand port en eau profonde. D'autres chantiers potentiels susceptibles d'améliorer réellement la desserte de l'archipel, tels que le navire ferry et la gare maritime qui y serait associée, pourraient également contribuer à développer de nouveaux axes de croissances, notamment en matière de tourisme.

Ces projets peuvent être porteurs d'un nouveau positionnement économique de l'archipel s'ils sont conduits avec volontarisme, dans une stratégie concertée entre les multiples acteurs du territoire, et s'ils s'inscrivent résolument dans la dynamique régionale et l'ouverture sur l'économie mondiale.

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : N. DE SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1952-9619